

Soudan : Accord pour instaurer une autorité conjointe entre civils et militaires - Les dessous d'une transition périlleuse

vendredi 3 mai 2019, par [BARTHE Benjamin, Le Monde](#), [REMY Jean-Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2019).

Les contestataires, mobilisés depuis le 6 avril, réclamaient de transférer le pouvoir aux civils, ainsi que le jugement d'Omar Al-Bachir.

Sommaire

- [Les dessous d'une transition](#)
- [Une foule immense manifeste](#)
- [Omar Al-Bachir sera interrogé](#)
- [En Egypte, le président \(...\)](#)

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans le changement de régime politique du Soudan. Deux semaines après la destitution du président Omar Al-Bachir, les meneurs du mouvement de protestation et l'armée soudanaise ont trouvé un accord, ce samedi 27 avril, pour instaurer une autorité conjointe entre civils et militaires, a annoncé à l'Agence France-press (AFP) Ahmed Al-Rabia, représentant des manifestants qui a participé aux pourparlers.

Ce compromis a été trouvé lors de la première réunion d'un comité conjoint, créé mercredi, qui regroupe les représentants de la contestation et ceux du Conseil militaire de transition au pouvoir.

Depuis le 6 avril, les manifestants sont rassemblés jour et nuit devant le siège de l'armée à Khartoum, dans le prolongement d'un mouvement de protestation déclenché le 19 décembre. Initialement, il dénonçait le triplement du prix du pain, avant de se muer en contestation contre Omar Al-Bachir, chef de l'Etat pendant près de 30 ans. L'arrestation de ce dernier le 11 avril, incarcéré depuis, n'a pas fait cesser la contestation. Les opposants réclament un pouvoir civil et le jugement de l'ancien président et des principaux responsables de son régime.

Dirigé par le général Abdel Fattah Al-Burhane, le Conseil militaire a résisté aux appels à céder entièrement le pouvoir, y compris ceux de la communauté internationale. Trois des dix membres du Conseil militaire avaient toutefois démissionné mercredi.

Un refus d'extrader M. Bachir

Samedi, le chef du principal parti d'opposition, Sadiq Al-Mahdi, a appelé son pays à rejoindre « immédiatement » la Cour pénale internationale (CPI), qui a émis des mandats d'arrêt pour génocide contre le président déchu. S'adressant aux journalistes à Khartoum, il a en outre déclaré que sa destitution et son arrestation par l'armée, sous la pression de la rue, n'était « pas un coup d'Etat », mais une situation dans laquelle les forces armées « ont pris le parti des revendications populaires ». « Le régime renversé pourrait encore tenter de faire un coup d'Etat », a-t-il prévenu.

La CPI a lancé des mandats d'arrêt contre M. Bachir pour qu'il réponde d'accusations de génocide et de crimes de guerre et contre l'humanité lors du conflit au Darfour, région occidentale du Soudan. Le président déchu a toujours rejeté ces accusations.

Dirigé par le général Abdel Fattah Al-Burhane, le Conseil militaire de transition refuse d'extrader M. Bachir, emprisonné à Khartoum. Il laisse cette éventuelle décision au gouvernement civil qu'il s'est engagé à mettre en place à une date qui reste à déterminer.

Samedi, les manifestants interrogés par l'AFP restaient déterminés. « Nous ne partirons qu'après avoir obtenu un pouvoir civil et des lois garantissant la liberté d'expression », lançait l'un d'entre eux, Rawan Al-Fateh.

Le Monde avec AFP

- Le Monde. Publié le 28 avril 2019 à 02h32 - Mis à jour le 28 avril 2019 à 02h35 :
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/28/au-soudan-un-accord-pour-instaurer-une-aute-rite-conjointe-entre-civils-et-militaires_5455828_3210.html

Les dessous d'une transition périlleuse

Alors que la contestation promet une marche d'un million de personnes ce jeudi, le transfert du pouvoir à des autorités civiles est l'otage de luttes d'influences intérieures et régionales.

Voilà qui risque, de prime abord, de décevoir les manifestants au Soudan : lors d'un sommet tenu au Caire, mardi 23 avril, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, actuel président en exercice de l'Union africaine (UA), a annoncé que les chefs d'Etat du continent réunis autour de lui préconisaient d'accorder trois mois à la junte au pouvoir à Khartoum afin d'obtenir in fine le « rétablissement d'un système constitutionnel par le biais d'une transition politique menée par les Soudanais eux-mêmes ». Un doute flotte sur cette déclaration de bonnes intentions : le mouvement de contestation au Soudan et ses représentants redoutent une ruse pour gagner du temps afin d'ancrer peu à peu le Conseil militaire de transition (TMC) au pouvoir. Les généraux qui le composent ont la faveur des parrains régionaux : celle de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et de l'Egypte.

Le 15 avril, quatre jours après le renversement du président soudanais Omar Al-Bachir, l'UA avait lancé un ultimatum autrement plus pressant aux membres du TMC, dont le général Abdel Fattah Al-Burhane avait pris la tête, exigeant que la junte organise le transfert du pouvoir à des autorités civiles au cours des deux semaines suivantes et menaçant, le cas échéant, d'instaurer des sanctions dès le 30 avril - notamment l'exclusion du Soudan des instances de l'organisation panafricaine.

Partis politiques en miettes

Le délai avancé au Caire est donc sensiblement plus long. Mais cette période permettra peut-être de sortir de l'impasse actuelle des négociations entre le pouvoir militaire - qui assure techniquement le pouvoir - et les représentants de la contestation, regroupés au sein de la Déclaration pour la liberté et le changement (DFC), vaste agglomérat dont l'Association des professionnels soudanais (SPA) est

l'acteur central. Les premières négociations avaient permis d'ébaucher la création d'un conseil de souveraineté, une structure mixte qui dirigerait le pays, et d'un gouvernement de civils qui l'administrerait le temps d'une transition de deux à quatre années, consacrées à restaurer en particulier l'économie, mais aussi les fondamentaux de la démocratie au Soudan, notamment par la reconstruction de partis politiques. Car la plupart des formations existantes ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes - à l'instar du parti Umma de Sadiq Al-Mahdi ou le DUP d'Ousmane Al-Mirghani -, dont les leaders, âgés, pourraient être cooptés par la junte afin d'être mieux manipulés, alors qu'ils ne sont pas soutenus par la masse des manifestants.

Ces derniers, loin de se lasser, continuent de se mobiliser en masse pour réclamer le départ des militaires et l'instauration d'un pouvoir civil. Mardi, un train de voyageurs a été utilisé pour amener depuis Atbara, la ville à 300 km au nord-est de Khartoum où les manifestations ont débuté, le 19 décembre 2018.

Atbara est une ville de chemin de fer, une ville de syndicats, une ville ouvrière où le Parti communiste (qui fait partie de la Déclaration pour la liberté et le changement avec d'autres organisations de gauche) a été très influent. Un tel convoi en provenance d'Atbara a donc aussi une importance symbolique, rappelant le passé des luttes syndicales soudanaises, alors que le régime - durant les trente ans de règne d'Omar Al-Bachir - s'était appliqué à détruire méthodiquement les organisations professionnelles (et à traquer les communistes).

C'est loin d'être la seule composante de la masse des personnes qui occupe encore les rues du Soudan. Des sympathisants arrivent de l'étranger, d'autres villes du Soudan comme Wad Medani. L'Alliance des professionnels du Soudan appelle ainsi à une « manifestation d'un million de personnes », jeudi 25 avril, à Khartoum pour maintenir la pression sur la junte et la pousser à céder le pouvoir. Mais avant cela, il faudra parvenir à s'accorder sur un cadre afin d'éviter le chaos.

« Chaos démocratique »

La Déclaration pour la liberté et le changement (DLC), qui regroupe la SPA, les mouvements armés, et d'autres tendances, a rompu les négociations avec les militaires, notamment en raison de dissensions sur les contours des futures institutions de transition, estimant aussi que les généraux ne jouent pas un jeu clair en s'appliquant à inviter dans le processus des partis politiques compromis avec le pouvoir renversé, dans le but à la fois de diluer l'influence des représentants des manifestants et de créer une impression de « chaos démocratique » dont les militaires pourraient tirer avantage pour s'agripper au pouvoir.

Or, au sein de la mouvance civile, plusieurs tendances se dessinent et toutes n'ont pas les mêmes objectifs. Certains, dans la contestation, s'interrogent sur le secret qui entoure encore la SPA, qui s'exprime par voie de communiqués ou par des déclarations de porte-parole, mais n'a pas publié d'organigramme, pas plus que n'ont été rendues publiques les possibles configurations d'un pouvoir civil et les mesures économiques d'urgence qui pourraient être prises pour sauver le Soudan de la crise économique aiguë qui s'aggrave de jour en jour.

L'Arabie saoudite a promis un plan de sauvetage de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros), dont une partie en cash pour alimenter la Banque centrale, et le reste en aides sous forme de médicaments, de blé ou d'essence. Ce n'est pas cela, néanmoins, qui rétablira l'économie. Pour ce faire, des plans existent : Le Monde a pu en consulter certains, à Khartoum, il y a quelques semaines. Mais il semble qu'il soit difficile d'obtenir une unanimité à ce sujet aussi.

Dynamiques militaires à l'œuvre

D'autres dynamiques sont à l'œuvre au sein du Conseil militaire de transition (TMC). Son numéro deux, Mohamed Hamdan Dogolo « Hemetti », promu au grade de général, qui est à la tête de la Force de soutien rapide (FSR), les ex-miliciens janjawids, impliqués dans les violences au Darfour. Ce dernier émerge peu à peu comme une figure. Ses forces sont à présent dispersées dans Khartoum et y assurent une grande partie de la sécurité. Devant un parterre d'officiers, il a déclaré ne pas vouloir prendre le pouvoir, même si plusieurs sources bien informées estiment qu'il a toutes les faveurs des « parrains » régionaux. Il a fait don d'importantes sommes pour alimenter, lui aussi, la Banque centrale, a payé des salaires aux soldats et s'achète une popularité toute neuve à Khartoum aussi bien auprès de l'armée que des manifestants.

Une autre personnalité exerce une influence sur le TMC, sans que ses fonctions soient claires. Il s'agit du général Taha Osman Al-Husseïn. Cet ancien proche du président Omar Al-Bachir, dont il a été l'un des plus influents conseillers, était chargé des relations avec les pays du Golfe, et par conséquent des négociations qui ont amené la rupture du Soudan avec l'Iran au profit de l'Arabie saoudite en 2016, ainsi que celles qui ont conduit à envoyer des troupes soudanaises participer à la guerre du Yémen dans les rangs de la coalition dirigée par Riyad.

Ces troupes ont été recrutées parmi les RSF du général Hemetti, avec l'appui du chef de l'armée de terre d'alors, le général Al-Burhane, désormais à la tête du Conseil militaire de transition. Avec le temps, un différend est né entre le général Taha et Omar Al-Bachir. Certaines sources affirment que le conseiller, qui devait servir de prête-nom au président et dissimuler une centaine de millions de dollars, aurait détourné cette somme. La disgrâce du général Taha a bien eu lieu, en juin 2017. Il avait alors fui le Soudan et pris la direction de l'Arabie saoudite, où il est devenu le conseiller de Mohamed Ben Salmane, prince héritier et instigateur de la guerre au Yémen. Taha Osman Al-Husseïn accompagnait, jusqu'à son limogeage en décembre 2018, l'ex-ministre des affaires étrangères saoudien lors de ses voyages en Afrique. Il a été aussi impliqué dans la lutte d'influences contre le Qatar. Il fait donc figure « d'homme de Riyad » à Khartoum.

Jean-Philippe Rémy (Johannesburg, correspondant régional)

• Le Monde. Publié le 25 avril 2019 à 12h14 - Mis à jour le 25 avril 2019 à 12h25 :
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/25/au-soudan-les-dessous-d-une-transition-perilleuse_5454783_3212.html

Une foule immense manifeste pour réclamer un pouvoir civil

Le mouvement de contestation réclame que le Conseil militaire de transition, qui s'est donné un mandat de deux ans, lâche le pouvoir.

Au son de chants révolutionnaires, une foule immense a déferlé, jeudi 25 avril à Khartoum, la capitale du Soudan, à l'appel des chefs de file de la contestation à une « marche du million » pour que l'armée cède le pouvoir à une autorité civile. Un Conseil militaire de transition dirige le pays depuis le renversement par l'armée du président Omar Al-Bachir le 11 avril, après des mois de manifestations populaires.

« Œil pour œil, dent pour dent, nous n'accepterons pas les compensations » proposées par les militaires jusqu'à présent, chantent les manifestants devant le siège de l'armée, où a lieu un sit-in

permanent depuis le 6 avril. Ils réclament la condamnation des responsables du régime d'Omar Al-Bachir durant ses quelque trente ans au pouvoir. La veille, trois généraux contestés sur les dix membres du Conseil militaire avaient démissionné.

Aussi, pour la première fois, des magistrats, drapés dans leur robe, ont défilé, ce jeudi, depuis la Cour constitutionnelle pour réclamer « l'indépendance » du système judiciaire et rejeter toute « intervention politique ». Mais à leur arrivée devant le QG de l'armée, certains manifestants les ont accueillis avec colère en leur reprochant d'avoir rendu des verdicts favorables au régime dans le passé.

Contestation qui va crescendo

Des manifestants venus des Etats de Jazira (centre) et du Nil Bleu (Sud-Est), ainsi que du village natal du président déchu, étaient également présents à Khartoum. Des groupes de femmes, particulièrement actives depuis le début de la contestation, le 19 décembre 2018, ont brandi des drapeaux soudanais en chantant.

Des rassemblements ont été signalés dans cinq autres Etats du pays, dont un dans la région en conflit du Darfour (ouest), chacun répondant à sa façon à l'appel à participer à la « marche du million » lancé par l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation.

Face à une contestation qui va crescendo, le Conseil militaire avait annoncé, mercredi, avoir conclu un « accord » avec l'ALC « sur la plupart des exigences présentées » par cette coalition, sans donner plus de détails ni de calendrier pour le transfert du pouvoir à une autorité civile.

Dans un communiqué sur Twitter, l'Association des professionnels soudanais (SPA), fer de lance de la contestation qui fait partie de l'ALC, a vu dans la réunion de mercredi une étape vers un « renforcement de la confiance » entre les deux parties et annoncé la mise en place d'un « comité conjoint » pour « discuter des problèmes en suspens ».

L'un des leaders de la contestation, Siddiq Farouk, avait brandi, mercredi, la menace d'une « grève générale » à travers le pays si le Conseil militaire n'accédait pas aux revendications des manifestants. La contestation, déclenchée le 19 décembre par la décision du gouvernement d'Al-Bachir de tripler le prix du pain, avait rapidement mué en une dénonciation du président et du système en place.

Plusieurs pays africains réunis, mardi, chez le voisin égyptien sous la houlette du maréchal président Abdel Fattah Al-Sissi ont décidé d'accorder trois mois au Conseil militaire pour assurer une « transition pacifique et démocratique ».

L'Union africaine avait, pour sa part, menacé, le 15 avril, de suspendre le Soudan si l'armée ne quittait pas le pouvoir d'ici à quinze jours au profit d'une « autorité politique civile ».

Réagissant à la déclaration du Caire, des Soudanais ont protesté, jeudi, devant le consulat et l'ambassade d'Egypte à Khartoum, arborant des banderoles sur lesquelles était écrit : « Sissi (...) pas d'ingérence dans nos affaires. »

Le Monde avec AFP

• Le Monde. Publié le 26 avril 2019 à 02h05 - Mis à jour le 26 avril 2019 à 07h43 :
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/26/soudan-une-foule-immense-deferle-a-khartoum-pour-reclamer-un-pouvoir-civil_5455051_3212.html

Omar Al-Bachir sera interrogé par la justice

Une foule immense était réunie jeudi à Khartoum pour maintenir la pression sur les militaires et obtenir un transfert du pouvoir aux civils.

Omar Al-Bachir va être interrogé par la justice, a fait savoir, jeudi 2 mai, l'agence de presse officielle à Khartoum, où une foule immense a réclamé aux militaires qui ont succédé au président déchu un transfert du pouvoir aux civils. Le procureur général du Soudan Al-Walid Sayyed Ahmed a ordonné son interrogatoire « en vertu des lois sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme », selon l'agence de presse Suna.

Porté au pouvoir par un coup d'Etat en 1989, Omar Al-Bachir a été renversé le 11 avril par l'armée à la suite d'un mouvement de contestation inédit, déclenché en décembre par le triplement du prix du pain. Les Etats-Unis ont levé en octobre 2017 leur embargo commercial sur le Soudan vieux de vingt ans, mais maintiennent Khartoum sur sa liste des soutiens internationaux du terrorisme, avec l'Iran, la Syrie et la Corée du Nord. Le Soudan avait été inclus sur cette liste en raison d'accusations de liens avec des militants islamistes radicaux. Le fondateur d'Al-Qaida Oussama Ben Laden a ainsi vécu au Soudan entre 1992 et 1996.

Le général Abdel Fattah Al-Burhane, le chef du Conseil militaire de transition qui a succédé à M. Béchir, avait précisé récemment qu'une délégation soudanaise allait prochainement se rendre à Washington pour discuter d'un retrait du Soudan de la liste américaine des « pays soutenant le terrorisme ». Les Etats-Unis ont dit soutenir « la demande légitime » d'un gouvernement dirigé par des civils, réclamé par le mouvement de contestation au Soudan.

Pression constante sur les militaires

Une immense foule de Soudanais s'est réunie jeudi devant le QG de l'armée à Khartoum pour « une marche d'un million » de personnes, afin de maintenir la pression sur les militaires pour qu'ils satisfassent cette revendication. Les ponts et les rues menant au complexe militaire, situé dans le centre de Khartoum, étaient noirs de monde.

« Que tu chutes ou non, nous resterons », ont scandé les contestataires, en référence au Conseil militaire. Les deux camps se sont jusqu'à présent mis d'accord pour établir un conseil conjoint militaro-civil, appelé aussi « conseil souverain », pour remplacer le Conseil militaire, mais les négociations achoppent sur le nombre de membres et sa composition, chaque partie insistant pour être majoritaire dans cet organe. Certains manifestants soulignent le risque d'impasse dans la crise.

« Si le Conseil militaire a la majorité dans le conseil souverain, les droits des civils ne seront pas garantis. (...) Mais si le sit-in se poursuit encore longtemps, des divisions apparaîtront qui serviront les objectifs des militaires », note Hassan Rabeh, un manifestant de Gadaref (centre).

L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation, a présenté jeudi au Conseil militaire un document proposant d'établir une administration civile, avec des organes exécutif, législatif et judiciaire. Satea Al-Haj, un des chefs du mouvement, a déclaré jeudi soir à des journalistes que l'ALC voulait une réponse du Conseil à cette demande d'ici « 72 heures ».

Au moins 65 morts depuis décembre

Dans un communiqué, le Conseil militaire a fait savoir qu'il examinerait le document. « Nous poursuivrons notre dialogue avec l'Alliance », a-t-il souligné.

Mardi, le général Salah Abdelkhalek, membre du Conseil militaire, a annoncé que le chef de cette instance, Abdel Fattah Al-Burhane, serait « le chef du [futur] Conseil souverain ». Fer de lance de la contestation, l'ALC a alors accusé les militaires de « ne pas envisager sérieusement de céder le pouvoir au peuple » et appelé « à une marche d'un million » de manifestants jeudi pour réclamer un pouvoir civil.

La situation s'est d'autant plus tendue que les militaires ont annoncé mardi la mort de six membres des forces de sécurité, tués dans des heurts avec les manifestants à travers le pays. Selon un bilan officiel, 65 personnes sont mortes depuis le début de la contestation en décembre.

Le Conseil militaire a prévenu qu'il ne laisserait pas le chaos s'installer, exhortant les manifestants à retirer les barricades installées et à rouvrir les routes et ponts bloqués aux alentours du QG de l'armée.

Le Monde avec AFP

- Le Monde. Publié le 3 mai 2019 à 00h56, mis à jour à 07h32 : https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/03/soudan-omar-al-bachir-sera-interroge-par-la-justice_5457574_3210.html

En Egypte, le président Sissi s'inquiète de la protestation populaire au Soudan

Né d'un coup d'Etat militaire en 2013, le régime égyptien s'inquiète du regain de révolte dans le monde arabe, en particulier au Soudan, pays limitrophe.

Au début du mois de mars, lors d'une cérémonie militaire retransmise à la télévision, Abdel Fattah Al-Sissi est apparu un peu nerveux. Dans une allusion implicite aux manifestations secouant l'Algérie et le Soudan, le chef d'Etat égyptien a mis en garde la population contre « les gens qui parlent de la situation économique et des conditions de vie, et qui mènent leur pays à sa perte ».

« Toutes ces histoires de protestation ont un prix, celui de l'absence de stabilité, que le peuple, les jeunes et les générations futures devront payer », a insisté le maréchal-président.

Ce sermon a mis en lumière la gêne qu'éprouve le pouvoir égyptien face au regain de révolte dans le monde arabe, en particulier au Soudan, pays limitrophe, avec lequel il partage une frontière de 1 300 km.

Un régime adepte de la « stabilisation autoritaire »

Jeudi 11 avril, aussitôt après l'annonce du renversement d'Omar Al-Bachir, Le Caire a certes affirmé son « soutien entier aux choix du peuple soudanais ». Mais ce communiqué ne peut masquer le fait que les frondes de Khartoum et d'Alger heurtent de plein fouet le discours du pouvoir égyptien, adepte de la « stabilisation autoritaire ».

Né d'un coup d'Etat militaire en 2013, après deux années révolutionnaires chaotiques, le régime Sissi, qui détient près de 60 000 prisonniers politiques, dépeint rituellement les soulèvements de 2011 dans la région comme des opérations de déstabilisation, téléguidées depuis l'étranger. Signe éloquent, les médias égyptiens ont sous-couvert la mobilisation contre Omar Al-Bachir et - Abdelaziz Bouteflika, le président algérien déchu, insinuant volontiers qu'il s'agirait d'un nouveau complot visant à diviser le monde arabe.

L'embarras des autorités est d'autant plus grand que ces événements surviennent au moment où le président Sissi prépare une réforme de la Constitution, destinée à lui permettre de rester en poste jusqu'en 2034. « L'écho avec la situation soudanaise où Bachir était au pouvoir depuis 1989 et avec la situation algérienne où Bouteflika lorgnait un cinquième mandat n'échappe à personne, dit Khaled Daoud, un opposant, ancien président du parti Al-Doustour. Le pouvoir est mal à l'aise. »

Un voisinage difficile

Pour l'Egypte, Bachir, chantre de l'islamo-militarisme, n'a cependant jamais été un voisin facile. Son duo avec Hassan Al-Tourabi, issu des Frères musulmans, son maître à penser jusqu'à la fin des années 1990, et sa bienveillance à l'égard d'Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al-Qaida, hébergé sur le sol soudanais de 1992 à 1996, ont suscité beaucoup d'inquiétudes au Caire.

Après la tentative d'assassinat contre le raïs Hosni Moubarak, en 1995, à Addis-Abeba, l'Egypte, soupçonnant un certain rôle du Soudan dans l'opération, a retiré son ambassadeur de Khartoum pendant de longues années. La dispute sur le tracé de la frontière, au niveau d'Halayeb, sur la mer Rouge, a aussi suscité des accès de tension.

Le fait que l'armée soudanaise ait confisqué la révolte, est de nature à rassurer Le Caire.

Les relations entre les deux régimes, obligés de se parler du fait de leur proximité géographique, semblaient néanmoins plus simples ces dernières années. Khartoum était devenu plus réceptif aux craintes du Caire concernant le barrage hydro-électrique que l'Ethiopie a entrepris de construire sur le Nil. Ce projet, qui pourrait faire baisser le débit du fleuve en Egypte, est perçu par ses dirigeants comme une atteinte à la sécurité nationale, au point de faire craindre qu'une guerre de l'eau n'éclate avec Addis-Abeba.

De ce point de vue, le fait que l'armée soudanaise ait confisqué la révolte, en écartant toute élection avant un minimum de deux ans, est de nature à rassurer Le Caire. Le chef des services de renseignement, Salah Gosh, pressenti pour être le vrai patron du nouveau système, avait rencontré en mars le président Sissi. « Pour l'instant, la situation à Khartoum fait l'affaire de Sissi, observe Khaled Daoud, mais, attention, l'histoire n'est peut-être pas terminée. »

Benjamin Barthe (Beyrouth, correspondant)

•
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/13/en-egypte-le-president-sissi-s-inquiete-de-la-protestation-populaire-au-soudan_5449795_3212.html
